

« Pas de justice, pas de paix »

Thaïlande : Un point de non-retour

dimanche 16 mai 2010, par [SABAI Danielle](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mai 2010).

Sommaire

- [Années 90 : Irruption de \(...\)](#)
- [Les germes d'une nouvelle](#)
- [La campagne élit les gouvernem](#)
- [Qui sont les chemises rouges ?](#)
- [Fin de règne](#)
- [Quelle issue à la crise ?](#)

La crise politique que traverse la Thaïlande n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les discours sur ce pays où « *tout le monde vit en harmonie et où il n'existe pas de lutte de classes mais un peuple uni derrière son souverain adoré* » n'ont rien à voir avec la réalité. Durant plusieurs décennies, le peuple thaïlandais a été asservi par des régimes autoritaires ou des dictatures et un roi à leur service. Les élites thaïlandaises n'ont cependant pas réussi à empêcher des soulèvements réguliers contre l'ordre établi, dont ceux de 1973, 1976, 1992, réprimés dans des bains de sang. Depuis 2005, la Thaïlande fait face à une nouvelle crise politique profonde, plus longue que les précédentes, et dont l'issue ne pourra pas être comme par le passé, l'étouffement des aspirations du peuple thaïlandais. Le boom économique de la période 1986-1996 a entraîné des mutations irréversibles de la société, notamment la formation d'une classe ouvrière d'environ 7 millions de membres et des réformes politiques structurelles. Contrairement aux crises précédentes, le petit peuple thaïlandais - paysans, ouvriers urbains et les classes moyennes de Bangkok, les moins riches - longtemps laissés pour compte, a pris conscience de son poids politique et se met à revendiquer...

Années 90 : Irruption de la société civile

Les racines du conflit actuel sont ancrées au plus profond de la société thaïlandaise. Les bouleversements économiques et politiques des années 90 ont modifié un équilibre qui datait des années 30, établi avec la fin de la monarchie absolue. Après le coup d'État militaire de 1991 et la répression de 1992, la société civile s'est invitée dans le champ jusqu'alors très réservé de la politique.

A la suite d'un processus qui dure plusieurs années et d'une consultation publique, une 16^e constitution, appelée « constitution du peuple », est instituée en 1997. Pour la première fois dans l'histoire de la Thaïlande, les deux chambres sont élues au suffrage universel. Les pouvoirs exécutifs et législatifs sont séparés. La constitution se dote de contre-pouvoirs pour combattre la corruption et défendre les droits de l'homme. Si elle permet de réelles avancées démocratiques, elle n'en a pas moins de très nombreuses limites. Il faut être titulaire d'un diplôme universitaire pour devenir membre du parlement. On y voit le mépris des élites envers le peuple et un bon moyen pour l'establishment de maintenir ses privilèges. Le système de liste de partis est décrié par les petites formations politiques pour qui il sera plus difficile d'obtenir des élus. Les procédures électorales

mises en place sont faites pour renforcer le bipartisme afin d'assurer plus de stabilité politique : entre 1995 et 1997, la Thaïlande a connu 4 gouvernements ! Dans le même sens, le rôle du premier ministre est renforcé. Cette mesure sera en fait utilisée par Thaksin pour renforcer son propre pouvoir lorsqu'il sera premier ministre.

La répression de 1992 a ouvert une réflexion sur la nécessité de transparence en politique et sur le rôle et la place des militaires au sein de la société. Pendant de nombreuses années, l'armée va être cantonnée dans ses casernes. Mais en réalité, elle n'a pas renoncé à exercer le pouvoir et les gouvernements civils n'ont pas remis en cause ses privilèges. L'armée reste une puissante institution financière et politique qui exerce son pouvoir en sous main.

La première moitié des années 90 est aussi celle d'une forte croissance économique et d'une accélération de l'industrialisation. Des centaines de milliers de jeunes ruraux, en particulier des femmes, partent travailler dans les entreprises manufacturières et les services à Bangkok et dans ses environs. Les salaires sont bas et les conditions de vie difficiles mais toujours plus enviables que de cultiver la terre, peu fertile dans le cas de l'Isaan. Le travail à Bangkok n'offre pas seulement une possibilité de gagner de l'argent et d'aider les parents et les enfants restés au village. Cette migration des jeunes vers la capitale est révélatrice des transformations en cours dans la société thaïlandaise : Elle leur offre la possibilité d'être « Thansamai », d'accéder à un mode de vie différent, « moderne », de s'affranchir de « traditions » jugées arriérées et pesantes [1]. Comme partout ailleurs, les Thaïlandais aspirent au même mode de vie qu'ils voient à la télévision et ils aimeraient bien profiter des fruits de la croissance.

Le boom économique est stoppé net par le début de la grande crise financière de 1997 qui touche d'abord la Thaïlande et se répercute ensuite à une série de pays d'Asie. De très nombreuses entreprises font faillite. Celles liées aux services protégés par l'État s'en sortent mieux. C'est le cas des entreprises de Thaksin Shinawatra [2], un milliardaire qui a fait fortune dans les télécommunications grâce aux licences et aux concessions qu'il a obtenu des différents gouvernements et des militaires dans les années 90. L'instabilité politique et économique due à la crise le renforce dans l'idée de se lancer en politique. Le retrait politique de l'armée a ouvert un espace politique. Dans les milieux du business, l'idée s'est développée que l'armée n'est plus à même de gérer les affaires publiques dans un monde de plus en plus complexe et globalisé. En 1998, Thaksin fonde son propre parti, le Thai Rak Thai (TRT- les thaïs aiment les thaïs) avec quelques grosses fortunes réchappées de la crise. En 2001, il est élu sur la base d'un programme politique qui essaye de répondre à de nombreuses demandes sociales, parfois contradictoires. Une fois élu, il met en œuvre une politique « pro pauvre » qui améliore considérablement le sort de millions de petites gens. Thaksin crée un système de santé presque gratuite (moins d'un euro pour une consultation médicale), soulage les paysans endettés en octroyant un moratoire de plusieurs années sur leur dette, met en place un système de micro crédit pour favoriser des projets de développement dans les villages. Il n'oublie cependant pas qu'il est un businessman milliardaire dont la politique sert d'abord ses intérêts. Corruption, autoritarisme et népotisme sont des fléaux qui prospèrent avec lui lorsqu'il est premier ministre.

Il n'en demeure pas moins que pour la première fois un homme politique thaïlandais s'est occupé du sort de millions de ses administrés. Sa politique s'inscrit très clairement dans une tradition populiste classique : satisfaire les demandes des paysans et des ouvriers pour s'assurer une base électorale et la stabilité nécessaire à la bonne marche des affaires. Museler le mouvement ouvrier en maintenant les lois restreignant l'activité syndicale et un système électoral qui, en obligeant les ouvriers urbains à voter dans leur région rurale d'origine, bloque l'émergence de partis de gauche. La guerre à la drogue, menée au début de son premier mandat, s'est soldée par des milliers de morts et d'arrestations arbitraires. Thaksin a aussi relancé la guerre contre la minorité malaise de l'extrême sud thaïlandais. Malgré cette violence étatique, que Thaksin en démagogue habile a su utiliser pour

renforcer sa légitimité, le volet social de sa politique lui vaut une popularité immense. Elle lui permettra d'être le seul homme politique thaïlandais à obtenir un deuxième mandat consécutif. Il est réélu triomphalement en 2005. Chemin faisant, il ne mesure pas à quel point, il a bouleversé les équilibres traditionnels du pouvoir.

Les germes d'une nouvelle crise politique

Les bases d'une nouvelle crise politique sont maintenant toutes réunies. Quand Thaksin arrive au pouvoir, la Thaïlande est dirigée depuis près de 70 ans par une élite qui détient l'argent et le pouvoir : les militaires, la haute bureaucratie, la monarchie et quelques grandes familles industrielles. Ils partagent en commun un mépris profond pour le peuple qu'ils jugent inculte et non apte à la démocratie. Plus d'une vingtaine de coups d'État depuis la fin de la monarchie absolue en 1932 en attestent. La démocratie, ils en veulent bien, mais une démocratie « version thaï » qui serait « mieux adaptée » à l'histoire, aux valeurs et à la culture thaïlandaise [3]. En opposition aux valeurs occidentales, les « valeurs asiatiques mettraient en avant *« la primauté du groupe sur l'individu, le respect des autres, le sens de la communauté, la frugalité, l'éducation, l'acceptation de la hiérarchie »* [4]. En fait, tout cela sert de justification idéologique à un système très inégalitaire et à des lois profondément anti démocratiques permettant à quelques privilégiés de s'enrichir et de se maintenir au pouvoir. Les administrés n'ont pas à intervenir dans la prise de décisions des gouvernants qui n'ont pas à motiver ni à rendre compte de leur action. Le sentiment d'appartenance à la nation est inculqué au peuple prié de faire passer ses intérêts après ceux de la patrie. Au cœur de cette construction idéologique, le roi occupe une place centrale. « Père » de la nation qu'il incarne, il rend régulièrement visite à ses « enfants » pour écouter leurs doléances qu'il réinterprète « convenablement ». La monarchie est au centre de (très) nombreuses œuvres de bienfaisance et de projet de développement des campagnes. L'« économie de l'autosuffisance », « théorie » économique élaborée récemment par le roi illustre bien les mécanismes paternalistes et de maintien des hiérarchies sociales. *« L'autosuffisance a trois principes clefs : modération, sagesse et perspicacité, et la nécessité de mettre en place l'autosuffisance contre les risques qui proviennent de changements internes ou externes... »* [5]. Le message est clair : les paysans et les pauvres sont priés de faire avec ce qu'ils ont. Si les pauvres sont pauvres, c'est parce qu'ils ne savent pas mettre en œuvre des solutions adaptées aux moyens dont ils disposent... Des lois d'exceptions comme l'ISA (Internal Security Act) et le crime de lèse-majesté sont instituées pour étouffer toute contestation.

Le jeu politique est totalement dévoyé. Les liens politiques sont d'abord des rapports marchands et clientélistes : achat de voix à grande échelle et collusion entre business et politique. Dans les années 90, plus de la moitié des députés sont issus des milieux d'affaires [6]. Les différents partis politiques ne représentent en rien une alternative mais se constituent pour peser dans des coalitions gouvernementales où ils espèrent profiter des opportunités pour faire des affaires. Un retour sur investissement en quelque sorte : se constituer une base électorale coûte très cher.

D'un autre côté, l'amélioration des conditions de vie apportée par le boom économique de la période 86-96 a permis de diminuer les tensions sociales et les revendications. Avec la crise de 1997, les données changent. Des centaines de milliers d'employés des usines de la région de Bangkok sont licenciés et beaucoup retournent à la campagne sans indemnités. L'idée développée par les élites au pouvoir en Asie (en particulier par Mahathir en Malaisie et Lee Kwan Yew à Singapour) que la croissance économique doit passer avant la démocratie est sérieusement ébranlée.

Les années Thaksin ont permis à la population de prendre conscience que le jeu électoral peut aussi bénéficier à ceux qui « n'ont rien ». Il est possible de mettre en œuvre des politiques économiques redistributives et plus égalitaires.

Thaksin a profité à plein du système. Durant son premier mandat, il a favorisé les entreprises « amies » et placé des « fidèles » à la tête de l'armée. L'establishment traditionnel se sent menacé : les opportunités financières, les contrats juteux leur échappent. Le conseil privé du roi perd la main sur les promotions dans l'armée, le principal levier de maintien de l'ordre. Le parti démocrate, principal parti d'opposition et allié de l'establishment n'est pas en mesure de rivaliser avec le TRT sur le terrain électoral. Il n'a pas remporté d'élections depuis près de 10 ans. Le roi lui-même se sent menacé. La popularité de Thaksin rentre directement en concurrence avec la sienne. L'ordre traditionnel est remis en cause.

La campagne élit les gouvernements, Bangkok les renverse

L'establishment cherche par tous les moyens à se débarrasser de Thaksin. Une opportunité est offerte en janvier 2006, lorsqu'il décide de vendre sa société Shin Corp à Temasek, une entreprise détenue par l'État de Singapour. Des forces royalistes organisées autour de Sondhi Limtongkul lancent une campagne nationaliste pour la démission du premier ministre et réussissent à fédérer les nombreuses luttes du moment contre la privatisation de l'entreprise publique d'électricité EGAT, contre les accords de libre échange avec les USA, contre la décentralisation dans l'éducation... Thaksin remet son mandat en jeu en avril 2006 mais malgré les nombreuses manifestations contre lui et une intervention publique du roi, il gagne à nouveau les élections.

C'en est trop. L'armée opte pour l'option militaire, sans aucun doute avec l'assentiment du « palais » [7]. Le 19 septembre 2006, profitant d'un voyage international de Thaksin à l'ONU, un nouveau coup d'État militaire est organisé, sans que le sang soit versé cette fois-ci. Les objectifs avancés sont la lutte contre la corruption et la nécessité de restaurer « l'unité du pays » mise à mal par plusieurs mois de manifestations ininterrompues. L'establishment, les forces royalistes mais aussi une grande partie de l'intelligentsia et des classes moyennes se félicitent du renversement de Thaksin « le corrompu ».

Dans l'année qui suit le coup d'État, tout est mis en œuvre pour détruire les instruments du pouvoir de Thaksin : le Thai Rak Thai (TRT) est dissout, 111 parlementaires du parti sont jugés inéligibles pour les 5 ans à venir. Une partie des avoirs de Thaksin est gelée (près de 2 milliards de dollars). Une nouvelle constitution est écrite sous la dictée des militaires. Las, malgré le maintien de la loi martiale dans les bastions de Thaksin du nord et du nord-est, les militaires ne peuvent empêcher une victoire du People's Power Party (PPP), héritier du TRT, lors du scrutin du 23 décembre 2007. La victoire des forces alliées à Thaksin ravive la crise. Très rapidement, le nouveau gouvernement de Samak Sundaravej envisage d'amender la nouvelle constitution pour se prémunir d'une nouvelle dissolution par le pouvoir judiciaire qui a été considérablement renforcé par la nouvelle constitution, lui permettant notamment de dissoudre un parti si l'un de ses membres est jugé coupable d'un crime.

De mai 2008 à décembre de la même année, l'« alliance du peuple pour la démocratie » (PAD) mène une lutte sans merci pour imposer la démission du premier ministre Samak. Les Chemises jaunes [8] ne sont en rien une force progressiste comme le laisse supposer leur nom. Le mouvement est dirigé par Sonthi Limtongkul, un magnat de la presse, ancien partenaire en affaire de Thaksin, ruiné par la crise de 97. Il a fédéré autour de lui toutes sortes de mécontents : des royalistes qui se sentaient menacés politiquement et économiquement par la clique affairiste de Thaksin ; des militaires qui n'acceptaient pas de voir leur emprise sur la société réduite depuis 1992 ; des membres du parti démocrate, traditionnel allié de la royauté et de l'armée et rejeté à la périphérie des affaires ; des juges des différentes hautes cours ; des intellectuels et des membres de la classe moyenne fatigués par la corruption et les affaires ; des moines appartenant à des sectes bouddhistes réactionnaires...

Tous ont soutenu le coup d'État militaire. Parmi les principaux dirigeants, on trouve Chamlong Srimuang, Phanlop Phinmanee et Prasong Soonsiri, trois des principaux vétérans de la guerre contre l'insurrection communiste des années 70-80. Tous ont en horreur le peuple qu'ils jugent trop ignorant pour être habilité à voter et à intervenir dans les affaires politiques. Ils sont contre la démocratie et se sont mobilisés pour que la nouvelle constitution mette en place un système élitiste dans lequel seulement 30 % des sièges au parlement seraient pourvus directement par un vote populaire. Ils considèrent le gouvernement de Samak élu démocratiquement par la majorité comme illégitime. A plusieurs reprises, les Chemises jaunes reçoivent le soutien explicite de la très réactionnaire reine Sirikit.

A partir du mois de mai 2008, soutenus par le parti démocrate et Abhisit, les Chemises jaunes se remobilisent. Durant plusieurs semaines, ils occupent le bureau du premier ministre. En septembre, le gouvernement de Samak est dissout par une décision de justice. Samak, fin gourmet, est condamné pour avoir été rémunéré lors de sa participation à des émissions télévisées de cuisine ! En réponse, un nouveau gouvernement est formé autour de Somchai Wongsawat, beau frère de Thaksin. La lutte culmine avec le siège des deux aéroports de Bangkok fin novembre 2008 [9], bloquant pendant une semaine plusieurs milliers de passagers et hypothéquant l'économie thaïlandaise déjà perturbée par la crise économique mondiale. Le 2 décembre 2008, le PPP est dissout par la cour constitutionnelle pour fraude électorale. Le 15 décembre, suite à un renversement d'alliance organisé par les militaires au sein du parlement, Abhisit Vejjajiva est élu 27^e premier ministre par les députés.

Un coup d'État militaire et deux décisions de justice ont renversé trois gouvernements dont la légitimité démocratique ne faisait aucun doute. Pour la majorité des thaïlandais, il apparaît de plus en plus clairement que le jeu démocratique est pipé et la justice au service des nantis. A ce jour, les dirigeants de la PAD qui ont bloqué les deux aéroports de Bangkok n'ont toujours pas été traduits en justice.... Les campagnes élisent les gouvernements et les élites de Bangkok les renversent s'ils ne recueillent pas leur assentiment ! Cette réalité montre aussi combien les différenciations spatiales et de classe se recourent en Thaïlande. Les élites et les riches vivent à Bangkok, les pauvres sont issus des provinces. A Bangkok, on parle des paysans en utilisant le terme très méprisant de baan nok (« maison à l'extérieur »). Habiter la campagne c'est être arriéré, non éduqué, pas civilisé et naïf...

Qui sont les chemises rouges ?

C'est face à cette situation ouverte par la mise en place du gouvernement d'Abhisit que se constitue début 2009 le « Front Uni pour la démocratie et contre la dictature » (UDD), le mouvement des Chemises rouges. Ce mouvement politique et social est constitué à l'origine par l'union des défenseurs de Thaksin et des forces pro-démocratie qui ont vu le jour après le coup d'État. L'alliance a su mobiliser une base populaire constituée pour la plupart de paysans, de villageois et d'ouvriers urbains, en particulier dans le nord et le nord-est du pays, fatigués par le double langage de la justice, par l'absence de démocratie et par le maintien d'inégalités profondes malgré une réelle modernisation du pays. Bien qu'il ait en partie repris à son compte les réformes politiques de Thaksin, Abhisit apparaît pour ce qu'il est, le représentant des élites traditionnelles. L'unité du mouvement se fait autour du mot d'ordre de démission du premier ministre Abhisit et de nouvelles élections parlementaires démocratiques.

La fortune de Thaksin a largement contribué à développer la lutte, au moins dans un premier temps. Néanmoins, le mouvement des Chemises rouges a fortement évolué depuis sa naissance. Si Thaksin reste un « héros » pour beaucoup de Chemises rouges qui lui sont reconnaissantes d'avoir contribué à l'amélioration de leurs conditions de vie, les revendications sont maintenant d'un autre ordre. Les

objectifs de Thaksin et des dirigeants de l'UDD sont pour le moins divergents. Les dirigeants des Chemises rouges se sont fait les champions de la justice sociale et de la démocratie. Dès « habits » qui vont mal à Thaksin. Par ailleurs, ces chances de revenir au pouvoir sont minces et son principal objectif pourrait bien être de récupérer les 1,4 milliard de dollars saisis par la justice au mois de mars. De fait, Thaksin s'est mis en retrait du mouvement et comme le soulignait Chang Noi, un éditeur très connu en Thaïlande, « *Thaksin pourrait bien ne pas vouloir chevaucher ce tigre maintenant qu'il sait combien il est grand et féroce* » [10].

De part sa composition, l'UDD est dès le départ un mouvement large et hétéroclite. L'unité autour du mot d'ordre de démission d'Abhisit et pour des élections immédiates masque mal des vues et des objectifs politiques bien différents parmi les dirigeants. D'après Tumberblog [11], un certain nombre de dirigeants comme Surachai Danwattananusorn « Sae-Dan », Jaran Dithapichai, Weng Tojirakarn ou Vipoothalaeng Pattanaphumthai sont d'anciens communistes. D'autres comme, Jatuporn Promphan sont des députés du parti Puea Thai, un héritier du Thai Rak Thai (TRT) et du People's Power Party (PPP). La plupart sont royalistes ou en tout cas ne remettent pas publiquement en cause la monarchie constitutionnelle. La loi sur le crime de lèse majesté interdit tout débat sur la monarchie. Le « crime » peut être sanctionné de 3 à 15 ans de prison. Cela ne favorise pas la liberté d'expression et plusieurs personnalités des Chemises rouges, comme Giles Ji Ungpakorn et Jakaprob Penkair ont dû s'exiler pour éviter la prison.

Au moins d'août 2009, après plusieurs mois d'âpres discussions, des divergences sont apparues publiquement entre les dirigeants du mouvement. Jakaprob Penkair et « Sae-Dan » l'ont quitté pour former leur propre groupe « Red Siam ». La scission s'est opérée autour de la tactique prônée par les principaux dirigeants d'organiser une pétition pour demander le pardon royal pour Thaksin. Une question fondamentale : autour de l'appel au roi est posée la question de la place de la monarchie et de son évolution souhaitable et possible. Les détracteurs ont fait valoir que cette pétition accordait au roi le pouvoir d'inférer de manière non démocratique sur la lutte des Chemises rouges et laissait perdurer des illusions sur les intentions de la monarchie. De leur côté, les trois dirigeants du groupe « Kwam Jing Wannee » (la vérité aujourd'hui), Jatuporn Promphan, Weera Musikapong et Nattawut Saikua, se battent pour des réformes mineures dans le cadre de la monarchie actuelle. Jatuporn l'explique très clairement au journal *The Nation* [12] : « *nous voulons la démocratie avec le Roi comme chef de l'État, c'est pourquoi nos activités se limitent à attaquer le président du Conseil privé Prem Tinsulanonda ou des figures moins importantes pour prévenir une escalade de la lutte qui conduirait à transgresser la monarchie constitutionnelle* ». Les dirigeants de Red Siam, plus radicaux, sont d'avis que la monarchie doit être réformée. Toutefois ils ne remettent pas non plus en cause le cadre actuel de la monarchie constitutionnelle. [13].

A la base, les Chemises rouges ne sont pas les dangereux « terroristes » et comploteurs contre la monarchie dépeints par le gouvernement. Ce sont des gens ordinaires. Résultat d'un bourrage de crâne organisé dès le berceau, ils sont pour la plupart religieux, nationalistes et royalistes [14]. C'est ce qui rend ce mouvement politique différent des révoltes précédentes de 1973, 1976 et 1992. Pour la première fois, ce sont les gens ordinaires de province, les paysans, les ouvriers, les pauvres et aussi les classes moyennes les moins riches de Bangkok qui se mobilisent. La base du mouvement s'est élargie car une partie des classes moyennes a pris conscience du coût élevé qu'a représenté le coup d'État, tant en termes politiques qu'économiques et elle soutient maintenant un mouvement qui cherche à rétablir la démocratie. De nombreux habitants de Bangkok sont venus apporter leur soutien aux Chemises rouges ou les rejoindre.

L'UDD a su mettre en lumière la spécificité de cette révolte en réactualisant les termes désuets dans la langue thaïe de « phrai » (serf) et « amart » (nobles). Ces termes permettent d'illustrer l'oppression et les injustices dont sont victimes ceux qui « n'ont rien » en opposition aux privilégiés. Il s'agit bien d'une lutte de classe, de la révolte des laissés pour compte contre l'ordre établi. Le

mouvement a mis à nu les rouages de ce système profondément inégalitaire, au centre duquel se place la monarchie.

Fin de règne

La monarchie est-elle encore au centre du système ? La question est légitime. La crise politique a sérieusement déstabilisé l'institution. Les références systématiques à la monarchie par les royalistes eux-mêmes, d'abord par l'armée pour légitimer le coup d'État puis par les Chemises jaunes pour légitimer leurs mobilisations contre les gouvernements « pro Thaksin », ont contribué à déconstruire l'image du « palais », garant de l'unité nationale et arbitre des conflits partisans, élaborée durant plusieurs décennies. Les doutes se font sentir parmi les Chemises rouges et il sera plus difficile dorénavant pour l'establishment de maintenir son emprise sur la société en invoquant la protection de la monarchie.

La crise a aussi révélé que la monarchie n'est plus en mesure comme par le passé de peser sur les événements pour tenter d'étouffer les protestations. Le roi est mourant. Il est à l'hôpital depuis le mois de septembre 2009. La question de la succession est posée et a ouvert une autre crise politique au sein des élites. La légitimité de la monarchie repose en grande partie sur l'image quasi déifiée du roi actuel. Or, l'héritier désigné du trône, le prince Vajiralongkorn, est totalement dépourvu des « qualités » de son père Bhumibol (« l'homme qui est béni »). Il est faible politiquement, connu pour ses mœurs décadentes et détesté par la majorité des thaïlandais. Les histoires salaces sur sa vie privée font le tour des sites web avant d'être censurées. Il est de plus lié à Thaksin qui a en partie financé son train de vie par le passé. Or, les enjeux financiers sont énormes. Le magazine Forbes estimait en 2009 que la monarchie Thaï était la monarchie la plus riche au monde avec 30 milliards de dollars d'avoirs nets. Ses investissements financiers et industriels dans tous les secteurs de l'économie thaïlandaise sont colossaux. La bonne marche des affaires repose, on le comprend bien, sur le maintien de l'ordre établi. Vu le peu de charisme et de légitimité de Vajiralongkorn, il ne sera pas en mesure d'avoir une quelconque autorité politique. La princesse Sirindhorn pourrait remplir un tel rôle car elle très appréciée mais la loi ne le permet pas sauf si l'héritier venait à décéder... Les luttes intestines pour la succession vont bon train. Chacun des prétendants a noué des alliances avec des fractions de l'armée et de la police, ce qui explique en partie les indécisions du gouvernement jusqu'à ces derniers jours.

A l'autre bout de l'échelle sociale, on est très loin de la vie de château. Un récent rapport de l'UNDP [15] sur la Thaïlande nous apprend que les inégalités n'ont cessé de croître ces dernières années. L'UNDP compare la part du revenu des 5% les plus riches à celle des 5% les plus pauvres. Les résultats sont édifiants : Dans des sociétés relativement égalitaires comme le Japon ou la Scandinavie, le rapport est environ de 3 à 4, c'est-à-dire que les 5% les plus riches sont entre trois et quatre fois plus riches que les 5% les plus pauvres. Dans le reste de l'Europe et en Amérique du nord il est de 5 à 8. Parmi les voisins de la Thaïlande, le rapport est environ de 9 à 11. En Thaïlande il est aux alentours de 13 à 15. Ces inégalités sont de moins en moins acceptées par la population.

Quelle issue à la crise ?

Alors que ces lignes sont écrites, les forces militaires organisent depuis trois jours une violente répression contre les Chemises rouges. Selon de nombreux témoignages de journalistes étrangers et d'habitants de la capitale, les militaires tirent sur les manifestants à balles réelles. Plusieurs civils ont été tués par des snipers embusqués. Les affrontements ont commencé le jeudi 13 mai après que le responsable en charge de la sécurité du camp de Rachaprasong, Sae Deng, a été grièvement

blessé à la tête par une balle tirée par un sniper. Le gouvernement refuse d'endosser cette tentative d'assassinat mais il paraît évident que seul un tireur d'élite pouvait avoir une telle précision et ne pas blesser le journaliste du International Herald Tribune avec qui Sae Deng s'entretenait quand il a été frappé. On déplore déjà une cinquantaine de morts mais il est probable que le nombre réel ne sera jamais connu car selon Asian Human Right Commission, l'armée a emporté de nombreux corps et refuse de le reconnaître.

Le gouvernement Abhisit avait fait une offre aux Chemises rouges la semaine dernière. La presse nationale et internationale s'est faite l'écho d'un accord possible qui satisferrait les deux parties.

Abhisit a proposé un « plan de route » en cinq points dont le principal était des élections le 14 novembre. Il était difficile aux dirigeants des Chemises rouges de refuser en bloc le plan. Mais Abhisit n'offrait aucune garantie. Il refusait de donner une date de dissolution du parlement et de revenir sur les accusations de terrorisme et de complot contre la monarchie. Dans ces conditions, tout en affirmant accepter le plan et vouloir négocier sa mise en route, les Chemises rouges ont refusé de quitter le quartier qu'ils occupaient depuis 6 semaines. Même s'il est très difficile d'avoir des informations sur le sujet, il apparaît aussi que l'UDD a eu des tractations difficiles en son sein sur la position à adopter face à la proposition d'Abhisit. En début de semaine, les dirigeants des Chemises rouges ont exigé que le vice premier ministre Suthep Thaugsuban soit jugé pour les affrontements du 10 avril qui ont fait une vingtaine de morts. Une demande que le gouvernement s'est empressé d'utiliser pour revenir sur sa proposition d'élection et justifier la répression qui a débuté jeudi.

La situation est très complexe et changeante et il est difficile de savoir comment elle va évoluer dans les jours et semaines à venir. Dans l'immédiat, tous les scénarios sont envisageables.

La répression peut provisoirement faire cesser les manifestations des Chemises rouges. L'armée peut aussi rencontrer des résistances importantes, voire un développement de la mobilisation en province. Dans ce cas, une démission du gouvernement est probable avec à la clef des élections. Mais, il est aussi possible qu'une partie de l'armée prenne prétexte de la situation pour imposer un nouveau coup d'État. Une lutte ouverte entre différentes factions de l'armée n'est pas à exclure dans ce cas.

L'impasse dans laquelle se trouve le conflit n'est malheureusement pas surprenante : Le plan d'Abhisit de sortie de crise était-il sincère ? La proposition soulève de nombreux doutes.

Alors que Thaksin remettait en jeu son mandat électoral en avril 2006, suites à de puissantes mobilisations contre lui, Abhisit et le parti démocrate avaient boycotté les élections. Abhisit voulait-il vraiment les élections du 14 novembre ? D'après les informations divulguées par la presse, il faisait partie des durs du gouvernement qui voulaient imposer la répression plutôt que des négociations. Au sein du gouvernement, d'autres ministres ne voulaient pas non plus d'élections qu'ils sont à peu près sûrs de perdre.

La date des élections, le 14 novembre, posait aussi problème. L'intérêt d'une dissolution immédiate du parlement, outre sa valeur symbolique, est qu'elle permettait à l'équipe gagnante d'être au pouvoir le 1^{er} octobre au moment du remaniement annuel de l'État major de l'armée. La proposition d'Abhisit lui permettait de gagner du temps et d'être en poste à ce moment stratégique. Plus fondamentalement, pour que des élections soient organisées, il faut qu'il y ait des garanties pour qu'elles soient justes et démocratiques et que leur résultat soit accepté par tous. Or, les Chemises jaunes n'ont pas fait mystère qu'elles refusaient les élections proposées. Les élites ne sont pas prêtes à faire des concessions. De plus, aucune évolution démocratique ne verra le jour tant que la monarchie et l'armée, main dans la main, n'accepteront aucune opposition à leur omnipotence.

Dès lors, on peut imaginer qu'une nouvelle victoire électorale des Chemises rouges aurait entraîné des manifestations des Chemises jaunes pour renverser le nouveau gouvernement élu. Dans l'immédiat, le jeu démocratique semble être complètement grippé.

Enfin et c'est sans doute le plus important : l'échec de cette tentative de sortie de crise est sans doute révélateur du fait que la majorité des thaïlandais ne croient plus que seules des élections mettront fin à la crise. Il faudrait un changement politique plus profond. Le problème est que des décennies de répression font qu'aujourd'hui il n'y a pas de partis politiques du mouvement ouvrier susceptibles de se porter candidats au pouvoir et d'offrir une solution politique progressiste à la crise. Nombre de dirigeants des anciens partis ouvriers, social démocrate ou communiste d'obédience maoïste, de syndicats ouvriers et d'associations de paysans ont été assassinés par les différents régimes dictatoriaux. Le mouvement ouvrier ne s'en est toujours pas remis. C'est pourquoi la contestation politique prend la forme inédite des Chemises rouges : un mouvement politique qui n'est ni un parti ni une association, hétérogène et traversé de contradictions mais dont l'essentiel et son lien organique avec le peuple. Il faut saluer le courage de ces dizaines de milliers de paysans et d'ouvriers venus occuper les centres commerciaux et d'affaires de Bangkok depuis de nombreuses semaines et qui subissent aujourd'hui les assauts de l'armée. Ils méritent notre soutien.

Danielle Sabai, le 16 mai 2010

P.-S.

* Article écrit pour la revue Inprecor.

Notes

[1] *Thai Women in the Global Labor Force*. Mary Beth Mills. Rutgers University Press. 2002

[2] Sur l'ascension de Thaksin voir Danielle Sabai et Jean Sanuk (23 octobre 2006), [Coup d'Etat en Thaïlande : Un retour en arrière pour la Thaïlande et l'Asie du sud-est](#)

[3] Voir sur le sujet *Very Thai ? The Myth of a « Thai-Style » Democracy*. Et sur ESSF : [Thai-Style "Democracy," 1958-2010](#) . Federico Ferrara.

[4] *L'Asie du Sud-est prise au piège*. Sophie Boisseau du Rocher. Perrin Asie. 2009. p. 118

[5] « Thailand Human Development Report : Sufficiency Economy and Human Development » . "Overview », page xv., UNDP, 2007. Il s'agit d'un rapport de commande visant à conforter de bonnes relations avec la Thaïlande qui accueille l'UNDP sur son sol et qui a fait grincer pas mal de dents parmi les membres de l'UNDP, qui s'est déconsidéré dans cette opération de propagande.

[6] Boisseau du Rocher Sophie (2009). « L'Asie du Sud-est prise au piège ». Perrin Asie, Paris, page 118.

[7] Euphémisme utilisé en Thaïlande pour parler du roi sans le citer, crime de lèse majesté oblige !

[8] Dans la religion bouddhiste, à chaque jour est associée une couleur. Le jaune fait référence au jour de la naissance du roi, le lundi. La PAD a choisi cette couleur pour souligner que le mouvement est royaliste et laisser entendre que le roi les soutient.

[9] Ce siège n'a été possible qu'avec la complicité passive de la police et de l'armée.

[10] Chang Noi.

[11] [Split in the Reds : When Differences Become Intolerable](#)

[12] http://www.nationmultimedia.com/2009/08/28/politics/politics_30110916.php

[13] Sur le sujet voir Giles Ji Ungpakorn, [L'affaire Da Torpédo replonge la Thaïlande dans l'Age des Ténèbres.](#) et TumberBlog : [Split in the Reds : When Differences Become Intolerable](#)

[14] Danielle Sabai, [Thaïlande : L'envers du décor](#)

[15] Thailand Human Development Report 2009. UNDP. Page 79.
http://hdr.undp.org/en/reports/nationalreports/asiathepacific/thailand/NHDR_2009_Thailand.pdf